

LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES.....2

I -	INTERVENANTS	2
II -	PROGRAMME.....	3
III -	ENTREPRISES	3
IV -	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
IV - A -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
IV - B -	OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)	4
V -	GÉNÉRALITÉS	4
V - A -	RAPPEL DES RÈGLES ET NORMES	4
V - B -	COMPTE PRORATA	5
V - C -	OBLIGATIONS D'ORDRE COMMUNAUTAIRE	5
V - D -	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRENEUR	6
VI -	PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX	7
VI - A -	REMISE DU PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX	7
VI - B -	MODIFICATION DU PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE	7
VI - C -	MODIFICATION DU PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX À LA DEMANDE DE L'ENTREPRENEUR	7
VII -	OUVRAGES ET MATÉRIAUX	8
VII - A -	PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS	8
VII - B -	PROTECTION DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	8
VII - C -	CONSERVATION DES OUVRAGES	8
VII - D -	PRISE EN CHARGE DES OUVRAGES D'UN AUTRE CORPS D'ÉTAT	8
VII - E -	PERCEMENT, RÉSERVATIONS, TRÉMIES, GARNISSAGE	8
VII - F -	RÉCEPTION DES SUPPORTS	8
VII - G -	ESSAIS D'AGRÈMENT	8
VII - H -	ESSAIS DE CONTRÔLE, ÉCHANTILLONS, MODÈLES ET PROTOTYPES	9
VII - I -	PROVENANCE DES MATÉRIAUX	9
VII - J -	QUALITÉS DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS	9
VIII -	GESTION DU CHANTIER	9
VIII - A -	REMARQUES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE DES DISPOSITIONS DE CHANTIER PRÉVUES PAR L'ENTREPRENEUR	9
VIII - B -	GARDIENNAGE	9
VIII - C -	MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES ET RÉSEAUX	9
VIII - D -	INSTALLATION DU CHANTIER	10
VIII - E -	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	11
IX -	NETTOYAGE DE CHANTIER	13
X -	RÉCEPTION ET PÉRIODE DE GARANTIE	14
X - A -	RÉCEPTION	14
X - B -	ASSISTANCE À LA RÉCEPTION DES OUVRAGES	14
X - C -	DOE - DIUO	14
X - D -	ENTRETIEN PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE	14

LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

I - INTERVENANTS

. Maître d'ouvrage :**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

DIRPJJ-GRAND-CENTRE/IMMO – DEPAFI

30 Blvd Clémenceau – CS 27051

21070 DIJON CEDEX

. Maîtrise d'œuvre :**SARL IL.AM architectes**

246 quater rue du faubourg Bannier

45400 FLEURY LES AUBRAIS

Interlocutrices : Isabelle LECONTE | Adeline MARECHAL

Tel : 09 70 90 24 02

SIRET : 984 309 377 00013

Courriel : contact@ilamarchitectes.fr

▪ **MISSION(S) :**

- Mission de base : la mission confiée à l'Architecte, titulaire du Marché de Maîtrise d'œuvre, est une "mission de base », telle que définie par la Loi MOP et ses décrets d'application de 1993.

A ce titre, la mission EXE (études d'exécution), pour ce qui est des spécifications techniques détaillées définitives et des plans définitifs d'exécution des ouvrages, est à la charge et aux frais de l'Entrepreneur.

Ces documents devront toutefois être présentés par l'Entrepreneur au contrôle et à l'approbation du Maître d'œuvre, ce durant la période de préparation du chantier (phase VISA)

Ils devront être mis à jour par l'Entrepreneur après exécution et fournis dans le cadre du DOE (Dossier des Ouvrages exécutés).

. Coordinateur SSI :**BET ARCADIA**

Parc d'Activités de la Saussaye

41 rue des Saules

45590 SAINT CYR EN VAL

Interlocuteur : M. KRIEGER

Port : 06 82 14 98 60

Courriel : steve.krieger@arcadia-be.fr

. BET FLUIDES-CAF/CFO :**BET ARCADIA**

Parc d'Activités de la Saussaye

41 rue des Saules

45590 SAINT CYR EN VAL

Interlocuteur : M. KRIEGER

Port : 06 82 14 98 60

Courriel : steve.krieger@arcadia-be.fr

. Contrôleur technique :**BUREAU VÉRITAS**

110 Boulevard de la Salle

45760 BOIGNY SUR BIONNE

Interlocuteur : M. NEEL

Port : 06 70 16 03 68

Courriel : rodolphe.neel@bureauveritas.com

. Coordonnateur SPS :**PRESENTE**

22 rue Edouard Nieuport

92150 SURESNES

Interlocuteur : M. LATOUR

Port :

Courriel : r.latour@presents.fr

II - PROGRAMME

. Lieux des travaux :

689 route de SANDILLON
45560 SAINT DENIS EN VAL

. Objet des travaux :

Le présent programme concerne :
Le changement de destination d'une maison d'habitation en ERP

. Programme des travaux :

Se reporter aux CCTP des différents lots techniques

. Nomenclature des lots techniques :

- LOT 01 – DÉSAMIANTAGE - DÉPLOMBAGE
- LOT 02 – DÉMOLITIONS - GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE
- LOT 03 – MENUISERIES EXTÉRIEURES/ INTÉRIEURES - SERRURERIE – CLOTURES
- LOT 04 – FLUIDES – CFA/CFO - CHAUFFAGE - SSI
- LOT 05 – SECOND OEUVRE

. Délais d'exécution :

→ Se reporter au planning général joint au présent dossier de consultation des entreprises

Le délai global d'exécution des travaux, suivant le planning prévisionnel joint au présent dossier de consultation.

- compris repliement des installations et remise en état des lieux
- hors congés payés entreprises
- hors intempéries déclarées (justificatifs de déclaration impérativement remis au Pilote)
- compris préparation de chantier

L'ordre de service prévisionnel de démarrage des travaux est fixé au :

- 15 juillet 2026

- Période préparatoire : semaines n°30 à 36 /2026
- Travaux 4 mois , hors période préparatoire des travaux
- Réception semaine n°51/2026

Selon planning spécifique joint

III - ENTREPRISES

Les travaux seront réalisés par des Entreprises individuelles, appelées dans les divers documents constitutifs du marché de travaux "Entreprise" ou "Entrepreneur".

Faute d'avoir un service intégré compétent constitué d'ingénieurs qualifiés, l'Entreprise devra s'adjoindre le concours de bureaux d'études techniques comme suit :

- LOT 02 – DÉMOLITIONS – GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE : BET structure / béton – charpente bois
- LOT 04 - PLOMBERIE SANITAIRE – CHAUFFAGE – VENTILATION : BET- fluide/ thermique -BET- ventilation
- COURANT FAIBLE-COURANT FORT : BET- électricité courant fort/ courant faible
- SSI : BET- SSI

IV - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

IV - A - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

IV - A / 1- DOCUMENTS D'ORDRE TECHNIQUE

- LES PLANS D'ETAT ACTUEL ET D'ETAT PROJETE
- LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)
- LE PLANNING PREVISIONNEL D'EXECUTION DES TRAVAUX
- LES DÉCOMPTES DU PRIX GLOBAUX ET FORFAITAIRES (DPGF)
- LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PGC SPS)
- LE RICT : RAPPORT INITIAL DU CONTROLEUR TECHNIQUE
- RAPPORT MISSION REPÉRAGE MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX : AC ENVIRONNEMENT – AGENCE INDRE ET LOIRE – n°002EX216651 – 16/03/2026

IV - A / 2- DOCUMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

- ACTES D'ENGAGEMENT
- CCTP
- CCAP
- RC

IV - B - OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Le présent CCTP a pour objet de fixer dans le cadre du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) référencé au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) les conditions techniques particulières applicables à l'opération suivante :

Changement de destination d'une maison d'habitation en ERP
45560 SAINT DENIS EN VAL

Pour le compte du maître d'ouvrage suivant :
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRPJJ-GRAND-CENTRE/IMMO – DEPAFI
30 Blvd Clémenceau – CS 27051
21070 DIJON CEDEX

V - GÉNÉRALITÉS

V - A - RAPPEL DES RÈGLES ET NORMES

Les travaux seront à exécuter conformément aux plans dressés par l'Architecte, joints au présent dossier et complétés par le présent cahier des clauses techniques particulières.

Le présent C.C.T.P. a pour objet de décrire les ouvrages compris dans la présente consultation/MAPA, de fournir à l'entrepreneur tous renseignements utiles sur la nature, l'importance des travaux qui lui incombent, ainsi que toutes prescriptions particulières à ce chantier.

Tous les travaux et installations devront être réalisés conformément à l'ensemble des règles et normes en vigueur, à la date de signature du marché et notamment :

- Le CCTG
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU)
- Les cahiers du CSTB
- Les EUROCODES
- Le REEF
- Les normes françaises
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires
- Les avis techniques des produits mis en œuvre
- Les réglementations concernant la sécurité incendie, l'accessibilité et l'hygiène
- Le code de l'urbanisme
- Le code de la construction
- Le code de l'environnement
- Les règles de l'art, d'exécution et de calcul
- Les règles neiges, vents et parasismiques

Ces documents (liste non exhaustive), bien que non joints matériellement au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel. Au cas où de nouveaux Textes Officiels, remplaçant ou modifiant de façon restrictive les documents répertoriés ci-dessus, paraîtraient entre la date de signature du Marché et celle de la réception des ouvrages, il appartiendra à l'Entrepreneur d'en saisir en temps utile le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre afin qu'il soit statué à leur sujet.

Tous les matériaux et matériels devront être conformes aux Normes Françaises et européennes en vigueur, telle que la norme NF Environnement, née en 1991 (certification officielle française, décernée par l'AFNOR) et respecter les prescriptions des fabricants et les indications des agréments du CSTB. La norme NF s'applique à de nombreux produits, dont certains concernent plus spécialement le bâtiment et la construction : peintures et vernis, colles, etc. Ceux-ci sont suivis sur tout leur cycle de vie, de la fabrication à la mise en œuvre puis à l'élimination.

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises ; le cas échéant, l'avis du CSTB sera requis.

Toutes les dispositions précisées au présent CCTP et sur les plans devront être respectées tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction.

V - B - COMPTE PRORATA

V - B / 1- GÉNÉRALITÉS

La responsabilité relative à l'organisation matérielle et collective du chantier, ainsi que la gestion du compte prorata incombent à l'entreprise LOT 02 : DÉMOLITIONS-GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE, dans les conditions prévues au CCAP et pièces contractuelles du marché.

Il est précisé que l'entreprise, ci-avant désignée, n'est en aucune façon chargée de la coordination des travaux.

V - B / 2- RÉPARTITIONS DES DÉPENSES

À charge du LOT 02 : DÉMOLITIONS - GROS ŒUVRE- CHARPENTE/COUVERTURE

- . installations de chantier : bungalows, clôtures, panneaux,...
- . Mise en place d'une armoire électrique générale de chantier pour les corps d'état secondaire
- . Alimentations électriques des sanitaires, bureaux de chantier
- . Poste d'eau de chantier
- . Alimentaire en eau des sanitaires du chantier et évacuation des EU/EV

>A la charge de l'entreprise d'électricité :

Mise en place de coffrets de chantier /prises triphasées et/ou monophasées tous les 25 ml maximum depuis le comptage général installé par le LOT 02

V - B / 3- DEPENSES D'ENTRETIEN : A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE DE GROS ŒUVRE

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus

V - B / 4- DEPENSES DE CONSOMMATION :

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, au compte prorata de toutes les entreprises, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées ou mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, les dépenses indiquées ci-dessous :

- . Consommation d'eau, d'électricité et de chauffage si nécessaire en période hivernale.
- . Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- . Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - >L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert.
 - >Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé.
 - >La responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre procède au règlement des dépenses correspondantes mais peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses entre les entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes définitifs de chacun.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'ouvrage se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

V - C - OBLIGATIONS D'ORDRE COMMUNAUTAIRE

V - C / 1- COORDINATION

Les entrepreneurs des différents corps d'état prennent l'engagement formel de coordonner leurs travaux.

A cet effet, les entrepreneurs devront consulter l'ensemble du présent CCTP et faire connaître en temps utile toutes indications ou détails nécessaires aux travaux accessoires découlant de leurs ouvrages.

Il en sera ainsi notamment des trous réservés dans la maçonnerie, passages des canalisations, dimensions de feuillures etc.

V - C / 2- HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

L'Entrepreneur sera tenu de se conformer aux réglementations en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité du travail et notamment :

- le décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment et des travaux publics,
- le décret n° 92-158 du 20 Février 1992 concernant les interférences entre les activités, installations et matériels des entreprises présentes sur le même lieu de travail,
- la loi n°93 1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du conseil des communautés européennes n°92-57 en date du 24 juin 1992.
- le décret n°94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail (deuxième partie: Décrets en Conseil d'Etat),
- le décret n°95-543 du 4 Mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail,
- l'arrêté du 24 Juillet 1995 relatif aux prescriptions minimales pour la signalisation.
- les prescriptions du Plan Général de Coordination Sécurité et protection de la Santé (PGC SPS) établi par le Coordonnateur SPS, et joint au présent dossier.
- les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'OPPBTP.

V - C / 2 - 1. Hygiène

Les réglementations générales en vigueur seront appliquées.

Les entrepreneurs seront tenus de maintenir en permanence un niveau de propreté irréprochable des locaux.

V - C / 2 - 2. Sécurité

Les Entrepreneurs veilleront à ce que les matériels opérant sur le chantier, respectent le niveau maximal de bruit admis pour chacun d'eux, ainsi que toutes les règles anti-pollution qui s'y rattachent, notamment en matière de fumées et d'odeurs.

Les entrepreneurs soumettront à l'accord préalable du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS tout projet d'installation de clôture provisoire et autre dispositif.

V - C / 3- OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR : TRAVAUX SUR MATÉRIAUX AMIANTÉS ET CONTENANT DU PLOMBRAPPORT MISSION REPÉRAGE MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX : AC ENVIRONNEMENT –
AGENCE INDRE ET LOIRE – n°002EX216651 – 16/03/2026**V - C / 4- FRAIS AFFÉRENTS AUX TRAVAUX**

Les forfaits devront comprendre toutes les dépenses accessoires aux travaux projetés.

Outre les frais particuliers à l'entreprise, les forfaits devront comprendre notamment :

- les études, calculs, dessins nécessaires à l'établissement du projet, ainsi que les frais afférents à la duplication et à la diffusion des dits documents
- les sujétions diverses dues à la coordination des entrepreneurs travaillant sur le chantier (tâches séquentielles, protections provisoires intermédiaires, ...)
- l'accès des matériaux et matériels jusqu'à pied d'œuvre, compris tous moyens de manutention mobiles ou fixes
- les dépenses d'investissement, d'entretien et de fonctionnement

• Nota :

- . chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de travaux dont elle est chargée
- . chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déchets en décharge publique et ceci au fur et à mesure de l'exécution des travaux – les fournitures des bordereaux d'éliminations/déposes attendants seront à fournir
- . chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées

V - D - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRENEUR**V - D / 1- COMPÉTENCES ET MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Il est expressément stipulé que l'Entrepreneur n'est pas un simple fournisseur, mais dans l'exécution de ses travaux, un spécialiste et un technicien d'une pratique éprouvée et qu'il possède en la matière, toutes les qualifications requises.

L'Entrepreneur devra prévoir, tous les travaux indispensables, nécessaires ou simplement utiles au parfait achèvement des travaux conformément aux règles de l'art et de la bonne construction et ce, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration au prix forfaitaire pour raison d'omission ou d'erreur.

L'entrepreneur devra examiner toutes les pièces écrites et graphiques de tous les corps d'état. Il devra avoir pris connaissance, exactement, des travaux à effectuer et devra suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails éventuellement omis dans le CCTP et sur les plans. Aucun ouvrage pouvant entraîner une augmentation des dépenses ne devra être entrepris sans ordre de service écrit et spécial de l'Architecte et seulement dans la stricte limite des dépenses fixées à cet ordre.

Faute d'avoir un service intégré compétent constitué d'ingénieurs qualifiés, l'Entrepreneur devra s'adjoindre le concours de bureaux d'études techniques comme suit :

LOT 02 – DÉMOLITIONS – GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE : BET structure – béton

LOT 04 – FLUIDES – CHAUFFAGE – CFA/CFO - SSI : BET- fluide/ thermique BET- ventilation - BET- électricité courant fort/ courant faible

V - D / 2- PRÉSENTATION DES OFFRES

Pour permettre une comparaison judicieuse des offres, les entreprises devront obligatoirement présenter leurs propositions sur le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, joint au présent CCTP. Il est précisé que les travaux dus par l'entrepreneur ont un caractère forfaitaire et qu'il ne sera payé aucun supplément pour quelque cause que ce soit. L'entreprise devra avoir pris connaissance du contenu du CCTP pour parfaite maîtrise des limites de prestation, et parfaite intégration des contraintes liées dans son offre. Tous les travaux mentionnés dans ce CCTP font partie des travaux du présent marché, qui est global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre les sujétions de toutes natures, quelles qu'elles soient, ainsi que toutes les obligations précisées dans les textes réglementaires et normatifs, dans les différents documents définissant les prestations à exécuter de manière à assurer le complet achèvement des travaux.

Le titulaire étant soumis aux Règles de l'Art, il doit, outre les ouvrages énumérés au présent descriptif, tous les menus travaux de sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait et complet achèvement. Si des éléments venaient à manquer, le candidat soumet uniquement l'information au moment de la consultation.

Pas d'options et les variantes sont interdites.

V - D / 3- CONNAISSANCE PRÉALABLE DU SITE

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion de son marché d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrain d'implantation des ouvrages, non plus que tous les éléments locaux, tels que la nature des sols, les moyens d'accès, les conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra faire à sa seule diligence toutes les démarches utiles auprès des services intéressés, afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux et devra se conformer à ses frais à tous les règlements.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans le dossier de consultation, l'entrepreneur doit se rendre sur place et considérer tous les renseignements (état des lieux, moyens d'accès, état des existants, etc.) qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

Il doit avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation du chantier :

- de la configuration du terrain, de ses abords et de ses accès,
- des propriétés mitoyennes publiques et privées,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions et engins,
- de la nature du sol, présence d'eau, sol meuble,
- des itinéraires obligatoires qu'il doit emprunter, compte-tenu des limites de charges et de gabarit imposées éventuellement sur certaines voies publiques,
- de l'obligation du maintien et de la protection des circulations piétons et automobiles sur la voie publique,
- des ressources en énergie et en eau,
- des lieux de décharge pour les terres et gravats,
- des possibilités d'installation du chantier,
- des conditions climatiques et autres données physiques.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que la consultation de ce document ne le libère en rien de ses responsabilités.

L'entrepreneur peut, s'il le juge nécessaire, faire procéder à des sondages complémentaires afin de parfaire sa connaissance. Il supporte, dans ce cas, tous les frais occasionnés par ces sondages.

L'entrepreneur prend possession des abords du bâtiment à construire dans son état actuel.

V - D / 4- VÉRIFICATIONS

L'Entrepreneur devra avoir pris connaissance de toutes les dispositions prévues dans les prescriptions relatives aux prestations des autres corps d'états du présent projet et pouvant avoir une incidence constructive sur ses ouvrages.

Le mémoire et l'estimation financière ont pour but de décrire d'une manière aussi précise que possible la nature et la disposition des aménagements à réaliser. Toutefois, ce devis ne pouvant prétendre à la description absolument détaillée de toutes les opérations, au moment de la consultation des entreprises, l'entrepreneur ne peut en aucun cas arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omissions ou de manques de renseignements pour refuser d'exécuter les travaux jugés nécessaires à leur parfaite exécution selon les règles de l'art.

En conséquence, l'entrepreneur devra étudier avec soin toutes les pièces remises, s'entourer de tous les renseignements pour ce qui peut paraître douteux. Il peut poser au maître d'œuvre toutes les questions qu'il juge utiles à la compréhension totale des plans, du devis descriptif et des prescriptions techniques via la plateforme de dématérialisation.

Il appartiendra alors au soumissionnaire de vérifier les quantités et les qualités appliquées au présent cadre descriptif ainsi qu'au bordereau estimatif et de présenter avant la remise des prix, toutes les observations, suggestions, divergence, erreur ou omission, qu'il juge utiles quant aux dispositions du projet et aux solutions techniques retenues et serait susceptible d'engendrer une modification. Après quoi aucune contestation ne pourra plus être admise et les ouvrages seront livrés en parfait état sans que l'entrepreneur puisse se prévaloir d'une quelconque imprécision dans les conditions.

Le fait de soumissionner constitue un engagement de l'entrepreneur à respecter ladite conception et les diverses prescriptions des documents techniques en prenant alors l'entière responsabilité des dispositions du projet.

L'entrepreneur adjudicataire devra vérifier soigneusement les côtes portées sur les dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans. Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devant être mesurée à l'échelle sur les plans, l'entrepreneur devra s'assurer avant toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les côtes et indications données. En cas de doute, il en référera immédiatement à l'Architecte, faute de quoi il sera tenu responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'Architecte, mais il devra signaler tous les changements qui lui semblent utile d'apporter. Il fera part de tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet et il devra suppléer dans les moindres détails, les dessins qui lui seront remis par l'Architecte.

V - D / 5- DOCUMENTS D'EXÉCUTION

La fourniture des plans d'exécution des ouvrages est du ressort et de la responsabilité de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les côtes portées aux plans. Les détails de construction figurés sur les plans n'ont qu'une valeur indicative et laissent à l'Entrepreneur l'entière responsabilité de la conception et de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur exécutera toutes les études de fabrication et plans d'ateliers nécessaires à la réalisation des ouvrages. Ils seront remis par l'Entrepreneur au Maître d'œuvre et au Contrôleur technique et ce, pendant la période de préparation avant travaux.

Avant tout commencement d'exécution, ces documents devront avoir reçus tous les avis favorables nécessaires.

VI - PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX**VI - A - REMISE DU PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX**

Le planning général d'intervention sera débattu et arrêté à la première réunion de chantier, sous la responsabilité du titulaire de la mission OPC, ce dans le respect du planning prévisionnel joint au présent dossier de consultation

L'Entrepreneur devra, dès la notification de l'approbation de son marché, prendre contact avec le Maître d'Œuvre afin de connaître en détail les diverses sujétions susceptibles d'influer sur l'exécution de ses travaux.

Dans un délai maximum de dix jours à dater de la notification susvisée, l'Entrepreneur devra, en fonction de ces sujétions dont il ne saurait se prévaloir ni pour éluder les obligations de son Marché, ni pour élever aucune protestation, présenter au Maître d'Œuvre un projet de planning détaillé d'exécution de ses travaux dans le cadre des délais contractuels d'exécution des travaux prévus au marché. Le planning deviendra une pièce contractuelle après validation par la maîtrise d'ouvrage lors de la réunion de préparation.

VI - B - MODIFICATION DU PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE

Le Maître d'Œuvre pourra, pour tenir compte des variations intervenues dans les sujétions d'exécution des travaux, apporter toutes les rectifications qu'il jugera nécessaires au planning général des travaux.

VI - C - MODIFICATION DU PLANNING GÉNÉRAL DES TRAVAUX À LA DEMANDE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur devra, en cours d'exécution, faire connaître par écrit au Maître d'Œuvre, au plus tard dans le délai de huit jours francs à partir du moment où ils se seront produits ou auront été constatés, tous faits de nature à modifier les dates d'exécution prévues au planning détaillé d'exécution des travaux.

S'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles et non imputables au titulaire, l'Entrepreneur proposera dans les dix jours suivant la notification qui lui en sera faite, un nouveau projet de planning, faute de quoi l'ancien planning conservera toute sa valeur.

Il est précisé que l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas, invoquer de force majeure si, pendant l'exécution de ses travaux les caractéristiques des différents phénomènes naturels ne dépassent pas les valeurs limites fixées au CCAP.

Il lui appartiendra de prendre toutes les dispositions utiles en temps opportun pour faire constater par le Maître d'Œuvre qu'une des limites ci-avant a bien été dépassée ou lui fournir toutes les justifications non contestables de ce dépassement.

VII - OUVRAGES ET MATÉRIAUX

VII - A - PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

S'agissant de travaux dans un bâtiment existant ou ses proches abords, l'entreprise devra dans le cadre de son marché, la réalisation de toutes les protections nécessaires à préserver les existants des chocs et de la poussière ou des salissures. L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que les protections soient efficaces et permanentes et qu'elles soient entretenues. Elles seront prévues sur tous les ouvrages conservés ou au droit des séparations de la zone de chantier et de ou des zones qui ne sont pas en chantier. Elles seront adaptées aux ouvrages, le type de protection sera soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre.

VII - B - PROTECTION DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

L'entrepreneur doit la protection de ses propres ouvrages pendant l'exécution des travaux et jusqu'à la réception de l'opération. Les protections mises en place ne doivent pas gêner l'exécution des travaux des autres corps d'état. En fin de travaux, il doit l'enlèvement de toutes les protections provisoires, le nettoyage de ses ouvrages, ainsi que les remises en état éventuellement nécessaires. L'entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents qui pourraient résulter de la fabrication ainsi que les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents. Il aura à sa charge les travaux des autres corps d'état qui seraient rendus nécessaires par la révision ou la réparation de ses ouvrages. S'il apparaît pendant la période de parfait achèvement (1 an à l'issue de la signature du PV de réception) une défectuosité dont la réparation incombe à l'entrepreneur et si celui-ci néglige d'y remédier dans le délai fixé par le maître d'œuvre, l'ouvrage sera remis en état d'office aux frais de l'entrepreneur.

VII - C - CONSERVATION DES OUVRAGES

Tant que tous les bâtiments et ouvrages ne sont pas réceptionnés, chaque Entrepreneur a la responsabilité de ses propres ouvrages. Il lui incombe de veiller à ce que les autres corps d'état ne les détériorent et ne les salissent pas. Il lui incombera de les remettre en état, à ses frais, à charge pour lui de se retourner directement vers le ou les corps d'état concernés.

Les Entrepreneurs doivent se rendre compte sur place des difficultés d'exécution des travaux et de stationnement du matériel, se conformer au plan de stockage de matériel affiché au chantier en fonction de l'avancement des travaux et prendre toutes précautions contre d'éventuelles dégradations du matériel stocké, l'enlèvement dudit matériel lui incombant.

VII - D - PRISE EN CHARGE DES OUVRAGES D'UN AUTRE CORPS D'ETAT

Lorsqu'un entrepreneur effectue des travaux sur des ouvrages d'un autre corps d'état, il doit au préalable réceptionner les ouvrages concernés. S'il a des réserves à formuler, il doit en demander l'inscription en procès-verbal au Maître d'Œuvre avant tout commencement d'exécution de ses travaux. A partir de ce moment, l'Entrepreneur devient responsable de ces ouvrages et l'article précédent est applicable. Les entrepreneurs sont tenus d'une obligation de résultat. Ils doivent le parfait achèvement de tous leurs ouvrages suivant les règles de l'Art de la construction et dans le respect des spécifications architecturales propres au projet.

VII - E - PERCEMENT, RÉSERVATIONS, TRÉMIES, GARNISSAGE

Les percements, réservations, trémies, garnissages sont à la charge de l'Entrepreneur qui a réalisé les supports dans lesquels ceux-ci doivent être exécutés.

Les réservations doivent être demandées par les différents corps d'état à l'Entrepreneur de structure concerné dans les délais prévus par le planning sous la forme de plans. Ils devront obligatoirement être remis aux Entreprises concernées, aux dates convenues. En cas de conflit sur la réalisation d'une réservation, la rectification (perçement, rebouchage, renfort, etc...) est réalisée par l'entreprise qui a en charge la structure dans laquelle cette réservation est effectuée. La dépense correspondante est à la charge de l'Entrepreneur qui en a fait la demande si celle-ci a été réalisée conformément aux plans de structure.

Tous les fourreaux nécessaires à la réalisation de ces réservations de manière précise pourront être demandés aux différents corps d'état. Toute autre technique devra faire l'objet d'une entente entre les corps d'état intéressés et la Maîtrise d'Œuvre. Dans tous les cas, la technique mise en œuvre devra permettre de respecter les degrés coupe-feu et acoustiques du support dans lequel ces réservations, percements, etc... sont réalisés.

Dans le cas où des réservations seraient demandées de manière abusive et par la suite non utilisées, celles-ci devront impérativement être rebouchées aux frais du corps d'état qui en aurait fait la demande. Le rebouchage sera réalisé par l'entreprise qui a en charge les structures.

VII - F - RÉCEPTION DES SUPPORTS

Il appartient à chaque corps d'état de veiller à la bonne exécution des travaux et des supports sur lesquels ses ouvrages viennent s'adapter. L'entrepreneur devra, durant l'exécution des travaux, faire part de ses observations au maître d'œuvre. Les limites de tolérances admissibles, si elles ne sont pas normalisées, seront définies avant le démarrage de l'exécution des tâches. En aucun cas, les entrepreneurs ou leurs sous-traitants, ne pourront prétendre à des suppléments pour l'exécution de leur marché sur des supports inadaptés. En ce qui concerne les existants, les supports sont supposés connus des entreprises. Il ne sera pas admis de réclamation. Chaque entrepreneur devra fournir à l'architecte l'attestation validant la conformité des supports sur lesquels il doit intervenir.

VII - G - ESSAIS D'AGRÉMENT

Avant tout commencement des travaux, les essais d'agrément auront pour objet de permettre au Maître d'Œuvre de s'assurer que les matériaux et matériels dont l'utilisation sera envisagée par l'Entrepreneur, satisferont bien aux conditions du présent CCTP, au CCTG applicables aux marchés publics des travaux.

A défaut par l'Entrepreneur de produire des procès-verbaux d'essais effectués par les services qualifiés, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais sur prélèvements aux carrières, sablières ou en usines, à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas de refus de matériaux ou matériels, ceux-ci seront transportés en dehors du chantier par les soins et aux frais de l'Entrepreneur dans un délai qui lui sera fixé par le Maître d'Œuvre lors de la décision de refus.

VII - H - ESSAIS DE CONTRÔLE, ÉCHANTILLONS, MODÈLES ET PROTOTYPES

Le Maître d'Œuvre pourra exiger le prélèvement du nombre d'échantillons qu'il jugera nécessaire pour présenter la qualité moyenne des diverses fournitures et qui serviront aux analyses et essais de laboratoire, toutes ces opérations étant effectuées aux frais de l'Entrepreneur. Ces essais auront lieu en cours d'exécution des travaux. Ils auront pour objet de vérifier que les matériaux et matériels approvisionnés par l'Entrepreneur manifesteront bien les qualités constantes et conformes à celles stipulées par le Marché.

Faute par l'Entrepreneur de se conformer à cette prescription, il sera procédé d'office à l'enlèvement de ces matériaux ou matériels par un autre Entrepreneur, après accord du Maître d'Œuvre, aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur après une mise en demeure préalable.

Le Maître d'Œuvre pourra exiger tous sondages sur les travaux exécutés pour constat de dimensions, épaisseur, etc... L'entreprise aura à sa charge la démolition éventuelle, l'évacuation et la réfection de l'ouvrage non conforme aux directives fixées par le présent CCTP.

Seront dus, à la demande du maître d'œuvre, tous échantillons, modèles ou maquettes nécessaires à la présentation ou à la mise au point d'un ouvrage particulier ou d'un matériel. Ces échantillons ou modèles devront être présentés en temps voulu, pour laisser au maître d'œuvre le libre choix des matériaux ou matériels définitifs, sans qu'il puisse être fait état par l'entreprise, d'un délai de livraison susceptible de retarder l'avancement normal du chantier. Pour tous les produits et fournitures qu'il propose d'utiliser, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre les documents de référence, notices de fabricants, agréments techniques et procès-verbaux d'essais, ainsi que les échantillons jugés nécessaires.

Avant toute commande, les matériaux ou produits en question devront avoir reçu tous les avis favorables nécessaires.

VII - I - PROVENANCE DES MATÉRIAUX

Tous les matériaux, matériels et liants seront fournis par l'Entrepreneur.

Les matériaux devront être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre (échantillons, fiches techniques, avis techniques).

L'Entrepreneur devra signaler leurs approvisionnements (lieux et qualité) avant la passation des bons de commande.

Les matériaux et matériels destinés à la réalisation des ouvrages proviendront de carrières, sablières ou usines agréées par le Maître d'Œuvre avant leur mise en œuvre. Ils devront toujours être approvisionnés assez longtemps à l'avance et en quantité suffisante pour que la réception puisse être faite au moins huit jours avant l'emploi sur le chantier.

A cet effet, dans un délai maximum de huit jours à dater de la demande qui lui sera faite, l'Entrepreneur devra faire connaître les provenances exactes des matériaux ainsi que ses disponibilités éventuelles en fourniture répondant aux spécifications imposées. L'Entrepreneur devra fournir au préalable les analyses de granulométries et les caractéristiques des matériaux à approvisionner.

Tout matériau présentant un défaut quelconque sera refusé et remplacé aux frais de l'Entrepreneur dans les délais qui lui seront impartis.

L'Entrepreneur aura la possibilité d'utiliser pour ses travaux des matériaux, matériels, machines, appareils, outillages, et fourniture d'origine étrangère. Il devra toutefois, en demander préalablement l'accord au Maître d'Œuvre quinze jours au moins avant leur emploi ou leur mise en œuvre. Toute livraison anticipée sera faite aux risques et périls de l'Entrepreneur. Celui-ci sera tenu de communiquer à tout moment au Maître d'Œuvre, les documents permettant d'authentifier la provenance des fournitures.

VII - J - QUALITÉS DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS

Tous les matériaux et matériels seront conformes aux normes actuelles, homologuées ou équivalentes, aux fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales, et aux Cahiers des Prescriptions Communes applicables aux Marchés Publics de Travaux.

Lorsque les matériaux et matériels n'auront pas reçu un agrément ministériel, l'Entrepreneur sera tenu de fournir au Maître d'Œuvre les échantillons et prototypes des matériaux et matériels qu'il comptera utiliser.

Les fournitures devront résister sans dommage aux conditions extérieures et aux contraintes qu'elles seront appelées à supporter en service et au cours des essais.

VIII - GESTION DU CHANTIER

VIII - A - REMARQUES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE DES DISPOSITIONS DE CHANTIER PRÉVUES PAR L'ENTREPRENEUR

Les divers documents remis par l'Entrepreneur au Maître d'Œuvre feront l'objet d'un examen par celui-ci. L'Entrepreneur devra tenir compte des observations formulées par le Maître d'Œuvre au terme de cet examen.

Il ne pourra en aucun cas formuler de réclamation ou de demande d'indemnité quelconque pour conséquence de l'application des dispositions du présent article.

VIII - B - GARDIENNAGE

L'Entrepreneur étant seul responsable de la conservation en quantité et qualité des divers matériaux et appareils qu'il utilisera, il lui appartiendra à cet égard, de prendre toutes les mesures appropriées en vue d'assurer la surveillance de son chantier et de contracter toutes les assurances nécessaires contre le vol, les dégâts susceptibles de résulter de l'action de la pluie, du gel, de la chaleur, des chocs, de l'incendie et d'une façon générale, contre les accidents de toute nature.

Il sera également tenu au gardiennage de son chantier. Il demeurera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui résulteront de mesures de sécurité insuffisantes.

VIII - C - MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES ET RÉSEAUX

L'Entrepreneur sera responsable, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, du maintien en bon état de service des voies, réseaux, ouvrages, clôtures et installations de toute nature, publiques ou privées, affectées par les travaux proprement dits ou par le déplacement de ses engins. Il devra de ce fait, faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires.

L'Entrepreneur sera tenu de débarrasser quotidiennement les voies publiques des terres et des boues provoquées par le passage de ses camions, et de maintenir les abords du chantier dans un état de propreté normal.

En cas de carence de l'Entrepreneur, le Maître d'Œuvre pourra prendre, aux frais de l'Entrepreneur, les mesures nécessaires, après mise en demeure restée sans effet.

VIII - D - INSTALLATION DU CHANTIER

VIII - D / 1- TERRAIN MIS À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Les terrains d'implantation des installations de chantier sont du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur. L'installation de chantier devra être envisagée sur le site des travaux, sans gêner le fonctionnement (emprise restreinte, gestion précises des apports de matériaux...)

VIII - D / 2- IMPLANTATION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur devra fournir au Maître d'Œuvre dans un délai de 10 jours suivant la notification de l'approbation de son Marché le projet concis mais détaillé de ses installations de chantier, y compris les lieux et mode de stockage des matériaux, le parking des véhicules, les dépôts de matériel, les ateliers, les baraquements réservés à l'usage des ouvriers, vestiaires, réfectoires et sanitaires, les poubelles et autres réceptacles à déchets.

VIII - D / 3- REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Dès l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur sera tenu de débarrasser les terrains qu'il occupait de toutes les installations dont il aura entrepris l'édification en vue du fonctionnement, de l'aménagement de son chantier ainsi que le nettoyage du site.

VIII - D / 4- FRAIS RELATIFS AUX INSTALLATIONS

Les entrepreneurs attributaires devront se mettre d'accord pour la prise en charge de tous les frais inhérents :

- quelque soit la distance, aux amenées d'eau, d'électricité au chantier, incluant les éventuels supports,
- aux consommations d'eau, d'électricité et de téléphone nécessaires à l'exécution du chantier,
- au raccordement éventuel des sanitaires au réseau d'eaux usées,
- à l'installation, à l'entretien et au repliement de ses installations de chantier.

Une attention toute particulière sera portée pour éviter des déperditions énergétiques (ex : fuite d'eau du compteur chantier, omission d'extinction de l'éclairage durant la nuit...).

VIII - D / 5- PERSONNEL ET MATÉRIEL AFFECTÉS AU CHANTIER

Dans un délai de 10 jours suivant la notification de l'approbation de son Marché, l'Entrepreneur portera à la connaissance du Maître d'Œuvre et du coordonnateur S.P.S.:

- les noms et les adresses personnelles du Conducteur de travaux et du Chef de chantier désignés pour l'exécution des travaux. Il est particulièrement souligné que le chef de chantier aux heures d'ouverture du site des travaux devra être en permanence sur les lieux d'exécution, à la disposition du Maître d'Œuvre,
- la liste des effectifs qui se trouveront affectés à l'exécution des travaux et qui auront été classés selon leurs affectations exactes suivant leurs qualifications,
- la liste des engins mécaniques, appareils, agrès, véhicules, outillages, etc. qu'il comptera mettre en service pour assurer la bonne marche des travaux.

L'Entrepreneur s'engagera à déléguer sur le chantier une maîtrise qualifiée et à employer des ouvriers compétents pour assurer l'exécution convenable des travaux.

Au cas où il serait constaté des défaillances de compétence, de correction, de subordination, de capacité ou défaut de probité dans la main d'œuvre employée, l'Entrepreneur en serait immédiatement avisé afin qu'il soit procédé au remplacement du personnel jugé indésirable.

VIII - D / 6- PÉRIODE DE PRÉPARATION

L'Entrepreneur se conformera en tout point aux dispositions du PGC SPS.

Il pourra se mettre en rapport avec le maître d'œuvre pour tous renseignements techniques.

Cette période est prévue pour que les entreprises s'organisent en vue de l'exécution des travaux. Elle permettra aux entreprises et tout particulièrement au lot en charge des installations de chantier, d'effectuer les prestations suivantes :

- réaliser les installations de chantier (clôtures de chantier, salles de réunions, sanitaires, douches, réfectoires, travaux préparatoires, etc.),
- réaliser les alimentations d'eau, d'électricité et de téléphone ainsi que les évacuations, signalisations de chantier, etc.,
- permettre aux entreprises de contrôler toutes les prestations et en particulier, les fournitures, de réaliser les plans de fabrication et de détails et d'effectuer toutes les demandes nécessaires à la réalisation de leurs ouvrages :
 - o coordination avec les autres corps d'état,
 - o délais de livraison,
 - o particularités de réalisation,
 - o percements, réservations, scellements, taquets, feuillures, etc.

Il est demandé à chaque lot de définir ses sous-traitants dans le premier mois de préparation de chantier.

VIII - D / 7- PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

A la première réunion de chantier, et avant toute intervention matérielle, il sera procédé, et d'une manière contradictoire, aux différents constats relatifs à l'état des bâtiments et de leurs abords. En cours de chantier, à l'occasion de tout incident notoire portant à l'intégrité des lieux, il sera procédé, dans les mêmes conditions aux constats ad-hoc. Enfin, au plus tard, en marge des opérations préalables à la réception, il sera procédé à un ultime constat d'état des lieux, avec établissement d'une liste définitive des dégradations éventuelles. Un constat d'état des lieux sera effectué par un huissier de justice assermenté et à la charge du LOT 02 (constat visuel, photographique de toutes les mitoyennetés, etc...).

VIII - D / 8- RÉUNIONS DE CHANTIER

Le conducteur de travaux sera tenu pendant toute la durée des travaux, d'assister aux réunions de chantier qui auront lieu aux jours et heures fixés par le Maître d'Œuvre.

Il ne pourra se faire représenter qu'avec l'accord du Maître d'Œuvre. Son représentant qualifié devra posséder les connaissances nécessaires et disposer des pouvoirs lui permettant de prendre au nom et en place de l'Entrepreneur, toutes les décisions utiles et de donner au personnel des ordres en conséquence.

L'absence de l'Entrepreneur au rendez-vous de chantier ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, entraîneront la responsabilité pleine et entière de l'Entrepreneur pour les erreurs ou malfaçons qui résulteraient de cette défaillance.

VIII - D / 9- COMPTE-RENDUS DE CHANTIER

À chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu sera rédigé et diffusé aux intervenants concernés pour procès-verbaux. Les entreprises destinataires des comptes rendus seront priées de se reporter aux observations les concernant et de faire le nécessaire. Il est précisé aux entreprises de prendre note des différentes décisions et des mesures prises au cours des rendez-vous et de les mettre en application sans attendre la réception des comptes rendus dactylographiés.

À défaut de réserves émises dans les 48h qui suivent la réception de chaque compte rendu, les termes de celui-ci auront valeur contractuelle de principe.

Ces documents deviendront contractuels en ce qui concerne les malfaçons et les retards d'exécution qui y seront reportés.

VIII - D / 10- GESTION DES DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR LE CHANTIER

L'entrepreneur sera chargé de l'organisation liée à la gestion du traitement des déchets et devra donc adjoindre à sa proposition, une procédure d'élimination des déchets dans les filières adéquates. La personne désignée (nominativement) par l'entreprise pour être responsable du suivi qualité devra être présentée au Maître d'Ouvrage pour être agréé.

Les principes de l'organisation de chantier permettant la maîtrise des nuisances vis-à-vis du voisinage, le respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier par l'organisation du tri sont définis ci-après.

Cette gestion aura pour cibles :

- le chantier lui-même avec la définition des techniques employées et l'organisation du tri des déchets de chantier,
- le mode de stockage des déchets et son organisation,
- les flux entrants avec la définition des engins et matériels utilisés ainsi que des matériaux et produits mis en œuvre,
- les flux sortants avec l'organisation de l'évacuation des déchets et la maîtrise des nuisances générées.

Elle nécessitera un renforcement de la préparation du chantier.

L'Entrepreneur devra, dès le début des travaux, recenser les produits nocifs (colles, peintures, huiles)

Des systèmes de collecte et de rétention étanches de ces produits polluants et dangereux devront être prévus sur le chantier en vue de leur élimination.

Trier les déchets à la source sur le chantier est plus aisé que les trier après mélange et évite les souillures potentielles. Ainsi, l'Entrepreneur mettra en place une organisation permettant de trier les déchets par groupes : les inertes (gravats, béton sans ferrailles, ...), les cartons, les emballages plastiques, le bois, les chutes de câble, les ferrailles, le tout-venant etc. Cette répartition des déchets triés pourra, bien entendu, être adaptée aux filières d'élimination existant localement.

L'Entrepreneur privilégiera une filière polyvalente (récupération de plusieurs types de déchets).

Dans tous les cas, l'Entrepreneur indiquera dès le début du chantier, la destination prévue des déchets.

Les différentes bennes de collecte seront, dans la mesure du possible, regroupées géographiquement à proximité des lieux de travail.

L'Entrepreneur installera à proximité de chaque benne de collecte, un panneau précisant (sous la forme de pictogrammes éventuellement) les déchets acceptés dans la benne. Les consignes de tri doivent être simples afin que tout intervenant sur le chantier les comprennent et les appliquent.

D'autre part, l'Entrepreneur établira des bordereaux numérotés de suivi des déchets de chantier précisant :

- l'identification du producteur,
- l'identification du transporteur,
- l'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...).

L'efficacité de la démarche de gestion des déchets, nécessite obligatoirement une sensibilisation constante, par le responsable du suivi qualité, du personnel.

L'Entrepreneur pourra pousser son implication dans le développement durable en implantant un composteur pour les matières organiques des intervenants (ex : issus déchets de repas).

VIII - D / 11- DÉCHARGES

Tous les gravats, les terres provenant des fouilles, les divers déchets seront chargés et évacués selon les possibilités locales, à une décharge agréée publique ou privée, et conformément aux prescriptions notées ci-dessus.

Il est rappelé que toute décharge sauvage est interdite.

Chaque entreprise intervenante est responsable de ses déblais.

VIII - D / 12- REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Outre le repliement du chantier, l'Entrepreneur devra réparer toutes les dégradations qu'il aura causées, et d'une façon générale remettre en état les lieux où son activité s'est exercée.

Les frais correspondant seront compris dans le prix forfaitaire d'installation et de repliement de chantier.

En plus, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur devra débarrasser le chantier et ses abords de tous les matériaux, débris, gravats, etc. déposés à l'occasion de ses propres travaux.

L'Entrepreneur devra veiller à ce que le chantier soit toujours dans un bon état de propreté.

VIII - E - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES**VIII - E / 1- LOT 02 – DÉMOLITIONS - GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE****VIII - E / 1 - 1. Constat d'huissier de justice**

- Avant tout démarrage de travaux et après achèvement complet des travaux tous corps d'état, l'entrepreneur du présent LOT aura à sa charge tous les frais relatifs à l'établissement d'un procès-verbal d'état des lieux de toutes les parties de voies publiques situées en périphérie des bâtiments objets de la présente opération, ainsi que de tous les éléments périphériques mitoyens

- État des voiries et accès, des façades avant travaux, des mitoyens, riverains, clôtures etc...

- Ce procès-verbal d'état des lieux sera exclusivement établi par un huissier de justice assermenté

VIII - E / 1 - 2. Panneau de chantier

Exécution d'un panneau de chantier :

- panneau de contreplaqué qualité extérieure ; dimensions : ≈1,20x1,80m
- exécution des textes, compris reproduction des sigles et/ou logos demandés
- mise en place suivant plans, sur poteaux, jambes de forces et contreventements, toutes sujétions comprises de scellement
- en fin de travaux, dépose et enlèvement de l'ensemble, compris remise en état des lieux

VIII - E / 1 - 3. Accès, signalisation et clôture de chantier

*Suivant plan de masse

L'entrepreneur devra également :

- Établissement des autorisations préalables de voirie, compris paiement des éventuels droits et taxes
- Fourniture et mise en place des panneaux ad-hoc de signalisation routière à l'extérieur et à l'intérieur du site
- l'accès se fera depuis la route de SANDILLON

VIII - E / 1 - 4. Voirie de chantier

-sans objet

VIII - E / 1 - 5. Clôture + protections de chantier

*Suivant plan d'aménagement de chantier

. Clôture d'isolement /zone de stockage/base de vie – entrée annexe

- Réalisation d'une clôture d'isolement du chantier :
- . pour les zones de travaux : fourniture et pose d'une clôture rigide, d'une hauteur hors sol de >1,80 m et constituée de parois réalisées en panneaux grillagés type « vite clos » sur blocs ciment au sol et liés entre eux.
- . repliement des installations en fin de chantier, toutes sujétions comprises de remise en état des lieux

VIII - E / 1 - 6. Installation de la base de vie

- Fourniture et installation des bungalows comprenant :

* un bungalow sanitaire dissociant hommes et femmes comprenant :

- o 1x1 cuvette de wc
- o 2x1 lavabo
- o une aération naturelle ou mécanique
- o Compris petit matériel : dérouleur papier, savon, sèche main etc...
- o un essuie-pieds à l'intérieur

* un bungalow réfectoire de 10 m² de surface minimale/ capacité >10 personnes comprenant :

- o une aération naturelle ou mécanique
- o un plan de travail pour 8 personnes
- o 8 chaises
- o l'éclairage
- o le chauffage
- o un gratte-pieds à l'extérieur
- o un essuie-pieds à l'intérieur
- o un micro-ondes
- o un frigo 150 L

*bureau de chantier :

->utilisation d'un espace existant du bâtiment restructuré suivant avis du coordinateur SPS

- Toutes sujétions comprises de calage, mise à niveaux etc...

- Repliement des installations en fin de chantier,

- Toutes sujétions comprises de remise en état du terrain.

VIII - E / 1 - 7. Protections diverses

Protections des ouvrages existants destinés à être conservés : protections adaptées

Protections des arbres existants : platelage bois périphérique

VIII - E / 1 - 8. Raccordement EU/EP de la base de vie

Raccordement des différents bungalows sur le réseau existant sur site , toutes sujétions comprises

VIII - E / 1 - 9. Raccordement en eau potable du site

. Depuis le réseau d'eau existant : citerneau en limite de propriété

Raccordement du bungalow sanitaires, toutes sujétions comprises

VIII - E / 1 - 10. Raccordement en électricité du site

. Depuis le compteur existant

Installation d'un branchement provisoire sur comptage défalquant

Puissance appropriée

. Raccordement en électricité de la base de vie

Raccordements des différents bungalows, toutes sujétions comprises

. Branchement de chantier par zone opérationnelle/ si nécessaire

A charge du LOT 04

VIII - E / 1 - 11. Divers

. Balisage et signalétique de chantier par lieu d'intervention

OBLIGATOIRE

. Protections et aménagements spécifiques

Si nécessaire

. Raccordement provisoire EP des bâtiments

Si nécessaire

A- Taxe de voirie et maintenance du site

- paiement des éventuels droits et taxes de voiries, dès lors qu'ils seraient contractualisés sous forme d'abonnement
- entretien et nettoyage des voies publiques aux abords de l'accès de chantier, compris prise en charge d'intervention d'entreprise et/ou matériel spécialisé si nécessaire
- entretien et nettoyage des voies intérieures de chantier

B- Maintenance des installations de chantiers et dépenses courantes

- nettoyage de la base de vie
- une fois par jour, nettoyage soigné de tous les locaux communs, toutes sujétions comprises, dont suivi des fournitures hygiéniques et des produits d'entretien
- entretien des adductions d'eau chantier
- entretien des adductions électriques chantier
- entretien des raccordements EU/EV et EP de la base de vie et de l'aire manutention stockage
- Nota: à défaut de pouvoir faire exécuter cette prestation par du personnel de son entreprise, le titulaire du présent lot devra obligatoirement sous-traiter ladite prestation à un prestataire de service extérieur (une entreprise de nettoyage par exemple)

• **OBLIGATIONS :**

- chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de travaux dont elle est chargée
- chaque entreprise a la charge du tri et de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'en décharge publique contrôlée compris paiement des divers droits et taxes et fournitures des bordereaux d'éliminations attendants
- chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées

VIII - E / 1 - 12. Bennes à gravois

Pas de bennes à gravois sur site.

Chaque entreprise évacuera la totalité de ses déchets, et ce quotidiennement.

VIII - E / 2- LOT 04 – FLUIDES – CHAUFFAGE – CFA/CFO - SSI

VIII - E / 2 - 1. Branchement électrique général

Mise en place de coffrets prises monophasées tous les 25 ml maximum depuis le comptage général

VIII - E / 2 - 2. Éclairage de chantier par lieu d'intervention

Si nécessaire, mise en place d'un dispositif d'éclairage des lieux de travail

VIII - E / 2 - 3. Éclairage extérieur de la base de vie

Mise en place d'un dispositif d'éclairage des abords des bâtiments de la base de vie, toutes sujétions comprises dont protections et mécanismes de commande

VIII - E / 2 - 4. Chauffage provisoire de chantier

Mise à disposition si nécessaire et sur demande du Maître d'œuvre de corps de chauffe adaptés pendant la durée des travaux tous LOTS confondus.

IX -NETTOYAGE DE CHANTIER

L'entreprise devra respecter les exigences de la charte chantier propre notamment dans la réduction de la quantité des déchets. Les déchets seront évacués soit, dans des centres de stockage contrôlés soit, dans des centres de tri soit, par des entreprises de recyclages spécialisées ; l'ouvrage devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté, les gravois évacués chaque jour. Il appartiendra à chaque entreprise d'effectuer les nettoyages la concernant et la sortie de ses gravois. L'obligation sera faite aux entrepreneurs, lors de l'exécution de leurs marchés, de justifier par tous moyens requis du mode d'élimination et de traitement des déchets du chantier.

RAPPEL :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de travaux dont elle est chargée
- Chaque entreprise a la charge du tri et de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'en décharge publique contrôlée compris paiement des divers droits et taxes et fournitures des bordereaux d'éliminations attendants
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées

X - RÉCEPTION ET PÉRIODE DE GARANTIE

X - A - RÉCEPTION

Le Maître d'Ouvrage ne réceptionnera pas l'installation avant que les organismes officiels et les concessionnaires n'aient émis leurs certificats de conformité. L'Entrepreneur en fera la demande et les remettra au Maître d'Œuvre.

L'attention de l'Entrepreneur sera attirée sur le fait que l'emprise des travaux restera sous sa responsabilité jusqu'au prononcé de la réception ou le levé des éventuelles réserves.

X - B - ASSISTANCE À LA RÉCEPTION DES OUVRAGES

Pour assister le maître d'ouvrage dans les opérations de réception, il sera mis à sa disposition un ouvrier qualifié par lot. Ces ouvriers accompagneront le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pendant toute la période que dureront les réceptions, les ouvriers représenteront chacun leur corps d'état. Leur fonction sera de réaliser les réparations ou finitions pouvant être effectuées immédiatement, assurer les amenées de fluide pour tester les ouvrages et matériels, assurer l'éclairage des locaux, ouvrir et fermer les châssis, etc. Les dépenses entraînées par la mise à disposition de ces ouvriers sont à la charge de chaque entreprise.

X - C - DOE - DIUO

Avant réception, l'entrepreneur titulaire de chaque lot doit la fourniture en **1 exemplaire numérique (format PDF)** d'un dossier des ouvrages exécutés et d'un dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage comprenant notamment :

- plan de masse indiquant la nature des différents revêtements et ouvrages réalisés...
- tous les plans de récolement de ses ouvrages,
- tous les avis techniques des matériaux mis en œuvre,
- tous les certificats de classement des matériaux employés,
- tous les éléments d'information permettant de déterminer les règles d'entretien relatif aux organes de réseau
- le dossier technique décrivant et donnant les caractéristiques des installations électriques, accompagnées de plans et schémas,
- toutes les coupes de principe, points particuliers etc...

ainsi que toute autre pièce qui lui serait utilement demandée par l'Architecte

L'ensemble de ces documents doit être conforme en tout point avec l'exécution des prestations.

Ces éléments devront être remis au fur et à mesure de l'avancement du chantier, pour avis, suivant les délais indiqués dans les articles du CCAP.

X - D - ENTRETIEN PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

L'Entrepreneur sera responsable des travaux de réfection qui se révéleraient nécessaires pendant la période de garantie (fixée à un an après la réception des ouvrages) et qui résulteraient des qualités propres des matériaux et des fournitures ou de leur mise en œuvre et il sera tenu d'entreprendre ces réparations dont la nécessité lui sera notifiée par le Maître d'Œuvre dans le délai prévu par cette notification.

Si l'Entrepreneur ne se conforme pas à ces prescriptions, il sera pourvu d'office aux remplacements et aux réparations par un autre Entrepreneur à ses frais, après une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

Les obligations ainsi imposées se prolongeront s'il est nécessaire, au-delà du terme fixé jusqu'à ce que les ouvrages aient été mis en état de réception.

De plus l'Entrepreneur est tenu de souscrire auprès de son assureur un contrat de garantie décennale qui prendra effet à compter de la réception de l'ouvrage.